
L'option DSK ? L'opinion de la «Lettre volée»

Lundi 29 mars 2010

Jean Lévy

J'ai failli titrer ce billet «*DSK est mort*» mais j'ai eu peur de créer un choc... Il est en tout cas évident qu'il vient de perdre définitivement toute crédibilité pour l'Elysée, même si bien peu voudront le reconnaître.

La crise actuelle vient en effet d'une raison simple : l'option d'un libre-échange effréné oblige les salaires européens (et ceux des pays développés) à s'aligner progressivement sur ceux de la Chine - même phénomène pour les conditions de travail et (l'absence) de protection sociale.

Une simple régulation des changes suffirait à contrecarrer une bonne part de ces dérives (avec la [taxe de libre-échange](#) que j'ai proposée, nous taxerions aujourd'hui aux frontières françaises les importations en provenance d'Allemagne, de Chine et des Etats-Unis, quoique pour la Chine et les Etats-Unis les taxes auraient été réduites automatiquement depuis la baisse de l'euro).

*

Au lieu de s'apitoyer sur ces problèmes, les ânes qui tout à la fois clament le retour du keynésianisme et réclament l'application plus stricte du pacte de stabilité sont en train de vouloir étouffer la reprise, à peine est-elle esquissée.

Hé bien, j'ai été surpris de constater que DSK a rejoint le troupeau.

Dans une conférence en Pologne, il a réclamé l'application stricte du pacte de stabilité, avec des sanctions à la clé : «*Nous avons besoin d'avoir des carottes et des gros bâtons. J'ai bien peur que jusqu'à présent nous n'ayons trouvé que les carottes... mais pas les bâtons.*» (cf. [article du Point](#), et [texte intégral de la conférence](#) en anglais).

*

Voilà DSK converti aux politiques économiques les plus imbéciles qui soient.

Mais comme un Bush, il emballe cette abdication intellectuelle dans une grandiloquence pathétique : «*le temps est venu de porter le projet européen à l'étape suivante*».

Il estime en effet que le projet européen a prouvé sa validité dans la crise (oubliant de noter que la zone euro a la plus faible croissance de toute la planète) et qu'il convient d'aller plus loin - oubliant de noter qu'au dernière nouvelle les français ont voté contre, *amongst others*.

Soyons justes : le censément keynésien DSK donne un petit coup de chapeau à Keynes, en réclamant que les mesures qui pourraient réduire la croissance soient suspendues jusqu'à 2011 (on reviendra cependant sur le choix de cette date, dont on doute qu'il soit totalement innocent).

Mais sur le fond, le héros de la gauche moderne au FMI ne voit de salut que dans des politiques structurelles - qui consistent à rogner les uns après les autres les avantages éhontés des salopards de salariés, bien trop payés par rapport aux chinois qui ont été si bien élevés (*To sustain growth over the longer run, competitiveness must be increased. Reforms that tackle rigidities in labor and product markets, as set out in the Lisbon 2020 agenda, should be accelerated.*)

Nous voilà donc partis, si par malheur DSK était à l'Elysée, pour une nouvelle rasade de politiques structurelles.

*

DSK n'est pas un imbécile, c'est un homme politique.

Pourquoi défend-t-il des politiques économiques qui n'ont aucun sens ?

1. C'est assez amusant sans doute d'inciter Sarkozy à rentrer dans les clous du pacte de stabilité à partir de 2011 : Sarko aborderait, comme cela, 2012 dans la pire des positions. Qui sait qui cela pourrait arranger ?...

2. DSK est au FMI par la grâce des Etats-Unis. Pas très étonnant de le trouver à défendre un alignement européen, à l'heure où Obama trouve que l'Union européenne, indisciplinée, lui est inutile. Les Etats-unis n'ont pas soutenu à bout de bras, dirigé et piloté la construction européenne depuis 1947 pour la voir partir en quenouille inutile.

Il faut à l'Europe un homme fort, qui saura l'engager en Afghanistan et partout où il faut seconder les *states*.

3. En posant à l'égal de Schuman et des «*pères fondateurs*» (quelle expression imbécile pour désigner un vieux politique régionaliste d'extrême-droite drivé par un marchand de cognac, technocrate génial sponsorisé par les Etats-Unis), DSK se donne une carrure que, pour sa part, Sarkozy peine à redresser.

Cette esquisse de programme suffit à me faire passer immédiatement et définitivement l'envie de voter DSK. S'il était en position d'être élu en 2012, je voterais avec plaisir, et dès le premier tour, pour Sarkozy, plutôt que de soutenir un homme qui n'aurait comme programme, affiché explicitement, que de se servir de son pays comme d'un marchepied pour la gloire.